L'autoroute de la marginalisation : de Ville-Marie au Bout-de-l'île

Paul Morin

Numéro 22, 1994

Marginalité et exclusion sociales

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002207ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002207ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Morin, P. (1994). L'autoroute de la marginalisation : de Ville-Marie au Bout-de-l'île. *Cahiers de recherche sociologique*, (22), 29-48.
<https://doi.org/10.7202/1002207ar>

Résumé de l'article

Cette recherche a comme principal objectif théorique d'établir le rôle structurant de la dimension socio-spatiale dans l'organisation et la distribution des services aux populations marginalisées. De façon empirique, elle s'est concrétisée par la recension des ressources d'hébergement pour cinq types de clientèles sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal : les personnes psychiatriquées, les personnes déficientes intellectuelles, les personnes ex-détenues, les personnes sans-abri et les personnes toxicomanes. L'analyse des données recueillies, par secteur de recensement, a confirmé la présence d'un processus de ghettoïsation de populations marginalisées. Ainsi, globalement, 5,5 % des secteurs de recensement totalisent 45,5 % des 6 451 lits du territoire d'analyse.

L'autoroute de la marginalisation: de Ville-Marie au Bout-de-l'île*

Paul MORIN

Nous sommes, depuis une dizaine d'années, socialement engagé dans le milieu alternatif et communautaire de la santé mentale au Québec, et plus spécifiquement dans le domaine de la promotion et de la défense des droits des personnes psychiatriquées. Graduellement, notre attention a été attirée par les problèmes que rencontraient diverses ressources d'hébergement dans leurs relations avec les communautés locales. À ce moment-là, l'importance des possibles usages du sol, réglementés par le zonage déterminé par chaque municipalité, nous est apparue dans toute son ampleur. L'espace et ses propriétés sont ainsi devenus peu à peu le centre de notre réflexion.

Notre objet spécifique d'analyse du milieu urbain concerne la dimension socio-politique des logiques de division et de ségrégation du sol et des populations. Le mode de spatialisation de l'espace et la répartition spatiale des activités propres à la société capitaliste ont découlé, selon nous, des rapports sociaux en usage. Cependant, contrôle social et contrôle territorial se superposent-ils? Une difficulté fondamentale consiste à départager ce qui relève globalement de la société de ce qui appartient à la dynamique urbaine.

Objet d'une récente réévaluation théorique, dans ses liens avec les rapports sociaux, la dimension spatiale n'apparaît plus comme déterminée complètement par les forces sociales. Elle occupe une place importante dans l'analyse de faits sociaux complexes. Cela constitue notre prémisse théorique de base.

L'analyse de la mise à l'écart, dans des zones géographiques bien précises, de populations dépendantes de services et marginalisées souligne, selon nous, la nécessité d'accorder une valeur théorique à l'espace et à ses propriétés. Ce processus de marginalisation apparaît comme le résultat inexorable de rapports sociaux spécifiques. Une pratique liée à l'espace, la distanciation, se trouve ainsi démontrée.

* Ce texte s'inspire de ma thèse de doctorat en sociologie déposée en 1994 à l'Université du Québec à Montréal: *Espace urbain montréalais et processus de ghettoïsation de populations marginalisées*.

Nous relèverons donc les dynamiques d'exclusion à l'œuvre dans le processus de ghettoïsation des personnes utilisant les ressources d'hébergement dans les champs d'interventions suivants: déficience intellectuelle, soutien aux personnes psychiatisées, aux personnes seules et itinérantes, transition carcérale, toxicomanie. Les notions de populations dépendantes de services et de populations marginalisées serviront de point d'appui à l'étude de ces dynamiques. Précisons d'abord que la notion de populations dépendantes de services provient de la recherche américaine qui relie ces groupes à un lieu précis: les centres-villes des métropoles nord-américaines où se concentrent les individus et les collectivités défavorisés ainsi que les ressources qui les desservent. Le lieu de ces exclusions s'inscrit donc dans une dynamique d'ensemble définissant les rôles et fonctions de ces zones marginalisées: à la marginalisation socio-économique s'ajoute une marginalisation socio-spatiale.

Concrètement, la prise en compte de l'une des dimensions de l'espace, la distanciation, a dévoilé la mise à l'écart, dans notre société, de populations marginalisées dans des zones identifiables. Construction territoriale, le processus de marginalisation socio-spatiale doit être saisi en regard des rapports sociaux dominants. Ainsi, la personne est sans domicile fixe, «sans feu ni lieu», n'a quasiment pas d'existence sociale¹. De même, des régularités observables, comme l'établissement des hôpitaux psychiatriques hors des villes, envoient à des pratiques et à des représentations de la vie d'une société.

Il faut voir que la décentralisation des ressources d'hébergement a paradoxalement entraîné un résultat local, contraire à l'idéologie de la normalisation: la ghettoïsation de populations marginalisées. Il y aurait donc création d'une zone de dépendance. Analysée depuis une dizaine d'années par des géographes et des sociologues canadiens et américains, cette situation n'apparaît plus comme un phénomène passager.

Une concentration des ressources d'hébergement destinées aux populations marginalisées et dépendantes de services a ainsi été constatée par tous les chercheurs qui ont analysé la situation dans des villes nord-américaines comme Washington D.C.², Philadelphie³, Toronto⁴ et Hamilton⁵. Depuis plus d'une vingtaine d'années, cette double concentration — de ressources et d'une population dépendante de services — persiste et met, elle aussi, en lumière l'importance de la

¹ P. Bourdieu, *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993.

² S. Trotter et B. Kuttner, «The Mentally Ill: From Back Wards to Back Alleys», *Washington Post*, 24 février 1974.

³ J. Wolch, «Residential Location of the Service Dependent Poor», *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 70, no 3, septembre 1980, p. 330-341.

⁴ M. Dear et S. M. Taylor, *Not on Our Street*, London, Pion, 1982.

⁵ A. I. Moos, *Structuration Theory and the Ghettoization of Ex-Psychiatric Patients*, mémoire de maîtrise, Département de géographie, Université McMaster, 1984; M. Dear et J. Wolch, *Landscapes of Despair*, Princeton University Press, 1987.

dimension socio-spatiale dans le complexe processus d'intégration sociale à l'œuvre à l'échelle du territoire local.

Ce résultat local de la désinstitutionnalisation démontre à quel point la dimension spatiale a été négligée dans l'élaboration des politiques sociales.

Notre contribution empirique a consisté à relever la localisation, sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal (CUM), de l'ensemble des ressources d'hébergement pour les cinq types de clientèles déjà mentionnées, que l'on peut qualifier de dépendantes de services et de marginalisées.

Au moment où le gouvernement du Québec, par la nouvelle Loi sur les services de santé et services sociaux (art. 358, LRQ., 1991), tient compte pour la première fois de la «capacité d'accueil» des communautés locales, nos données sur la localisation de ces ressources d'hébergement sur le territoire de la CUM démontreront que cette disposition législative est pour le moins tardive, compte tenu du haut degré de concentration de certaines ressources d'hébergement dans l'est de l'île de Montréal. Cette ghettoïsation de populations marginalisées dans des zones éloignées du centre-ville illustre également une des spécificités de notre univers d'analyse, puisqu'elle entre en contradiction avec les tendances recensées par les recherches.

Notre prémisse théorique concernant la nécessité d'accorder une valeur d'analyse à la dimension spatiale est ainsi validée et justifiée. De même, les données que nous avons recueillies sur le territoire de la CUM, leur analyse par territoire municipal et, de façon plus spécifique pour la ville de Montréal, par arrondissement et quartier de planification, confirment l'importance fondamentale du territoire dans l'analyse de la reproduction de la mise à l'écart des populations marginalisées.

1 Espace et rapports sociaux

L'espace a longtemps été relégué au second rang par rapport au temps dans le champ des sciences sociales. Comme le soulignait Foucault en 1977, «il est surprenant de voir combien le problème des espaces a mis longtemps à apparaître comme problème historico-politique»⁶. Ce déclassement de l'espace est relié, selon les mots forts de Michel de Certeau, à l'organisation fonctionnaliste de la société qui «... en privilégiant le progrès (le temps) fait oublier sa condition de possibilité, l'espace lui-même, qui devient l'impensé d'une technologie scientifique

⁶ M. Foucault, «L'œil du pouvoir», *Les Nouvelles littéraires*, no 2578, 31 mars au 7 avril 1977, p. 6.

et politique⁷». Cette intégration de l'espace dans la constitution des rapports sociaux nous permettra de cerner les résultats spatiaux des politiques sociales.

Quel est la place de l'espace dans l'analyse de la vie sociale? Le facteur spatial peut-il être un moteur des faits sociaux? Par exemple, une conception spatiale déterministe consiste à penser qu'il suffit de disperser sur le territoire des personnes ou des groupes marginalisés pour qu'ils s'intègrent. Proximité spatiale et convivialité n'induisent pourtant pas un automatisme⁸.

Fondamentalement, le débat théorique en sociologie quant à la place de l'espace et son articulation avec le fait sociétal a porté sur l'importance de ce concept relativement à la production et à la reproduction des rapports sociaux. L'espace est-il déterminant au point d'être lui-même producteur de sens ou intervient-il seulement dans l'analyse des faits sociaux? Nous estimons que l'organisation de l'espace peut être analysée en tant que produit social réfléchi. L'espace n'est pas une dimension vide, passive, mais au contraire possède plusieurs dimensions. Distanciation, appropriation et domination de l'espace peuvent ainsi être reliées à ses pratiques, à ses usages et aux relations auxquelles il donne lieu.

Alvarangs et Malltcheff⁹, dans leur recension des écrits sociologiques français, ont constaté que l'espace, d'abord considéré comme non susceptible de fournir une quelconque explication de la réalité sociale, est devenu un produit social.

Plusieurs auteurs¹⁰ s'accordent désormais pour penser l'espace en tant que production sociale et non plus en tant que dimension neutre, passive. L'inclusion de l'espace comme partie intégrante de la théorie sociologique nous est ainsi apparue comme nécessaire pour appréhender la complexité de notre objet d'analyse. L'espace doit pouvoir s'insérer dans un cadre de recherche sur l'organisation globale d'une société ou de certaines de ses manifestations, sans être encadré ni limité par la sphère des activités économiques.

L'analyse des formes urbaines a donné lieu à une réflexion où la saisie de l'espace en tant que facteur déterminé ou signifiant s'est manifestée concrètement.

⁷ M. de Certeau, «Pratiques d'espaces, la ville métaphorique», *Traverses*, no 9, 1977, p. 5.

⁸ P. Genestier, «Pour une intégration communautaire», *Esprit*, no 169, 1991, p. 48-59; H. Vieillard-Baron, «"Ghettos" dans les banlieues?», *Études*, vol. 375, no 3, 1991, p. 179-190; G. Day et J. Murdoch, «Locality and Community: Coming to Terms with Place», *The Sociological Review*, vol. 41, no 1, 1993, p. 82-111.

⁹ A. Alvarangs et J. Malltcheff, «L'espace social, nouveau paradigme?» *Espaces et sociétés*, nos 34-35, 1985, p. 47-74.

¹⁰ H. Lefebvre, *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, 1974; D. Harvey, *The Urban Experience*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1989; R. Ledrut, «L'homme et l'espace», dans *Histoire des moeurs*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 1, 1990, p. 59-114.

Deux courants d'analyse ont longtemps dominé ce champ de recherche: le marxisme et l'écologisme issu de l'école de Chicago. Il reste que, malgré la faible importance accordée à l'espace, la sociologie urbaine a constitué, selon Gans¹¹, le seul exemple de réflexions socio-spatiales en sociologie: «[...] *it alone among sociological endeavors has emphasized spatial concepts, variables, and factors.*»

Résultat d'une concurrence dans laquelle les mieux nantis tirent à eux la couverture en ce qui a trait aux espaces les mieux situés ou appelés à le devenir, la structure d'occupation des villes paraît dans une perspective de longue durée refléter, selon Arnaud¹², un «traitement formidablement inégalitaire de l'espace urbain». Cette réflexion découle du schéma d'analyse suivant: l'organisation de l'espace urbain est orientée par les rapports sociaux à l'intérieur d'une société historique déterminée.

L'homologie entre contrôle social et contrôle territorial constitue un enjeu théorique fondamental dans la compréhension adéquate des logiques de division et de ségrégation du sol et des populations. Pour Henri Lefebvre, contrôle social et contrôle territorial se sont longtemps superposés, les techniques de contrôle territorial étant posées comme l'élément majeur d'explication. Le territoire servirait de simple appui à des mesures de surveillance. M. Guillaume, dans l'*Éloge du désordre*¹³, propose également cette thèse du quadrillage de la totalité de l'espace urbain et de l'assignation d'espaces précis à des catégories d'individus.

Roncayolo a jugé cette interprétation «finalisée» à l'excès; il lui semble dangereux «de considérer le territoire comme simple support, simple mesure, alors que le définir en terme de construction territoriale rappelle une dimension fondamentale des sciences sociales¹⁴». L'espace urbain peut alors être analysé comme un produit social réfléchi. D'ailleurs, après une longue vie de réflexion, Lefebvre a tenu ces propos: «Il y a des déterminations, mais pas de déterminisme¹⁵.»

2 Les populations marginalisées

La définition première de populations marginalisées introduit d'emblée la dimension socio-spatiale puisque l'expression «être à la marge» renvoie

¹¹ H. Gans, «People», *Plans and Politics*, New York, Columbia University Press, 1991, p. 92.

¹² C. Arnaud, «Le logement, vitrine des ségrégations sociales», *Le Monde diplomatique*, octobre 1988, p. 20-21.

¹³ M. Guillaume, *Éloge du désordre*, Paris, Gallimard, 1978.

¹⁴ M. Roncayolo, *La ville et ses territoires*, Paris, Gallimard, coll. «Folio», 1990, p. 217.

¹⁵ *Conversation avec Henri Lefebvre*, Paris, Messidor, 1991, p. 13.

immédiatement à un espace périphérique, mais aussi à son insertion dans les rapports sociaux d'une société.

Nous ne faisons pas référence ici à une forme active de marginalité dans laquelle la personne prend volontairement ses distances par rapport à la hiérarchie des valeurs et aux normes d'une société; il s'agit plutôt d'une forme passive, soit d'une «certaine situation sociale¹⁶», d'un «statut que l'on nous impose¹⁷». À un processus de marginalisation socio-économique peut s'ajouter un processus de marginalisation socio-spatiale auquel nous serons particulièrement attentif¹⁸.

La jonction entre la marginalisation socio-spatiale et la marginalisation socio-économique s'inscrit dans une société spécifique. Aux États-Unis et au Canada anglais, les centres-villes sont qualifiés de zones de dépendance et de ghettoïsation pour les personnes marginalisées. En France, ces personnes se retrouvent plutôt à la périphérie, en banlieue.

Or, quel cadre d'analyse permet de saisir la logique de cette marginalisation socio-spatiale et de comprendre la relation avec l'espace qu'entretiennent ces collectivités refoulées par des rapports sociaux dominants dans des zones géographiquement à part?

Le géographe canadien Michael Dear dirige, depuis une dizaine d'années, des recherches sur cette problématique. La dimension socio-spatiale, définie comme un élément-clé d'analyse des rapports sociaux d'une société, a constitué le cadre général de ses réflexions. Reliant dans un premier temps le processus de ghettoïsation à un processus général de reproduction des rapports sociaux et de différenciation résidentielle, il en est ensuite venu à voir dans ce processus un résultat inattendu de la désinstitutionnalisation. L'analyse de la distribution au niveau local des ressources d'hébergement permet ainsi de souligner le fait que la société nord-américaine ait accordé peu d'attention à la localisation des ressources dans l'élaboration de politiques sociales comme la désinstitutionnalisation¹⁹.

Spatialement, les deux variables, soit la proximité d'hôpitaux psychiatriques et des centres-villes détériorés, constituent les axes principaux de localisation des ressources. La conjugaison de ces variations temporelles et spatiales a donc produit une construction territoriale: le ghetto.

¹⁶ B. Geremek, «Les hommes sans maître, la marginalité sociale à l'époque pré-industrielle», *Diogenes*, vol. 98, 1977, p. 29-57.

¹⁷ R. Nadeau et C. Panaccio, «Questions et discussions du Colloque», dans G. H. Allard (dir.), *Aspects de la marginalité au Moyen Âge*, Montréal, L'Aurore, 1975, p. 157-168.

¹⁸ P. J. Hiernaux, «Pauvreté et marginalisation en Europe, réalités communes, stratégies convergentes?», *Service social dans le monde*, nos 1-2, 1992, p. 3-17.

¹⁹ J. Wolch, article cité.

Le problème des espaces, de la répartition spatiale des activités, va de pair avec la question essentielle du territoire. Complètement dévitalisé, relais de contrôle social ou «cadre spatial de cohésion sociale» pour reprendre l'expression de Claitier et Hamel²⁰, le territoire local occupe de toute façon une place de choix dans les nouvelles politiques étatiques de gestion du social. La compréhension de ces rapports sociaux urbains découle d'une méthode d'analyse qui fait de la marginalisation socio-spatiale et socio-économique le produit d'une société où le mode de spatialisation concourt à la reproduction des rapports dominants.

3 Spécificités de la ghettoïsation dans la Communauté urbaine de Montréal

Enjeu socio-politique, la ghettoïsation des populations marginalisées, par territoire municipal d'une agglomération urbaine regroupée administrativement, nous a semblé une perspective d'analyse prometteuse. D'autant plus que Dear et Wolch²¹ avaient montré pour la région métropolitaine de Toronto la disproportion entre les différentes municipalités quant à la répartition géographique des foyers de groupes.

Le point de départ de la recherche étant le lieu d'hébergement, nous avons choisi de travailler à partir des codes postaux puisqu'il s'agit d'informations dénominalisées, aisément accessibles et offrant plusieurs possibilités d'opérationnalisation. Nous avons colligé le code postal de chaque lieu d'hébergement, le type de clientèle, la provenance de la ressource ainsi que la capacité d'accueil (nombre de lits) du centre. Vu l'absence d'un fichier central, cette tâche s'est parfois révélée ardue et a nécessité plusieurs rencontres et conversations avec les personnes-ressources.

La saisie des données et leur traitement ont d'abord été effectués sur ordinateur en fonction des valeurs analytiques mentionnées plus haut. Nous avons croisé nos données avec les 488 secteurs de recensement de 1986. L'ensemble des types de résidences a pu ainsi être recensé selon le total de lits et de lieux par secteur de recensement et regroupés en fonction d'unités de mesure.

Nous avons également privilégié ce mode de traitement pour les données relatives à certains types de résidences compte tenu de leur importance quantitative: résidences communautaires et familles d'accueil dans le réseau de la déficience intellectuelle, pavillons et familles d'accueil dans le réseau de la santé mentale. Nous avons procédé de la même manière afin de saisir le réseau d'hébergement de trois hôpitaux psychiatriques montréalais: Douglas, Rivière-des-Prairies et Louis-H.-Lafontaine.

²⁰ C. Claitier et B. Hamel, «Les services urbains: le défi du partenariat pour le milieu communautaire», *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 35, no 95, 1991, p. 257-285.

²¹ M. Dear et J. Wolch, ouvrage cité.

Utilisant les secteurs de recensement comme unité d'analyse, nous avons pu avoir accès aux données de la recherche sur *La distribution de la pauvreté et de la richesse dans la région de Montréal en 1989*, réalisée par Mayer-Renaud et Renaud²². L'indice de statut socio-économique a été créé d'après des indicateurs de revenu familial et de scolarité et met en évidence la pertinence d'un «modèle de proximité social et spatial [...]». Ces deux indicateurs ont l'avantage de refléter à la fois la dimension économique et la dimension sociale de la pauvreté et de la richesse²³. Les données de Mayer-Renaud et Renaud nous ont donc permis de décrire sous l'angle de la situation socio-économique la configuration du réseau d'hébergement par secteur de recensement. Cette situation se répartit suivant cinq niveaux: bas, moyen-bas, moyen, moyen-haut, haut. Nous avons aussi croisé les données recueillies par secteur de recensement avec les territoires de 29 municipalités de la CUM, et ce grâce à la banque de données et d'information urbaine (BDIU) de l'INRS-Urbanisation.

Nous avons également jugé primordial de détailler la configuration du réseau d'hébergement dans la ville de Montréal même, compte tenu du fait que Montréal occupe une place disproportionnée dans ce réseau. Pour ce faire, nous avons choisi de décrire ce réseau à partir des 54 quartiers de planification et de leur regroupement en 9 arrondissements. Les secteurs de recensement coïncident avec les arrondissements et leurs sous-ensembles, les quartiers de planification.

Quantitativement, on compte dans l'ensemble de ces 5 réseaux d'hébergement 842 lieux de résidence pour 6 451 lits. Ces données ont été recueillies en 1991 auprès des différents établissements et organismes communautaires concernés. Le traitement des données nous a permis d'établir la configuration socio-spatiale de ces réseaux d'hébergement de la CUM. Notre univers d'analyse, c'est-à-dire la marginalisation socio-spatiale de populations dépendantes de services dans l'espace de la CUM, constituera notre point de référence.

Le but de cette étude est d'apporter des réponses aux questions suivantes liées au processus de marginalisation socio-spatiale: Y a-t-il un processus de ghettoïsation de populations marginalisées sur le territoire de la CUM? La gestion de ce territoire prend-elle en considération cette problématique? La ghettoïsation se déroule-t-elle dans les mêmes espaces urbains qu'ailleurs, c'est-à-dire dans les centres-villes détériorés? Quelles sont les ressemblances et les différences entre les réseaux de clientèles? Quelles sont les caractéristiques socio-économiques des secteurs de recensement au regard de la configuration des réseaux d'hébergement? Y a-t-il une plus grande concentration de lieux dans les zones défavorisées? Les hôpitaux psychiatriques ont-ils structuré l'espace social autour d'eux? Le découpage de l'île par municipalités révèle-t-il des inégalités dans la distribution

²² M. Mayer-Renaud et J. Renaud, *La distribution de la pauvreté et de la richesse dans la région de Montréal en 1989, une mise à jour*, CSSMM, 1989.

²³ *Ibid.*, p. 4, 16.

des ressources? Les arrondissements et les quartiers de planification permettent-ils de cerner la configuration du dispositif?

Si le processus de ghettoïsation de populations marginalisées dans l'espace urbain montréalais s'inscrit dans une tendance de fond socio-spatiale en Amérique du Nord, nous démontrerons qu'il n'en a pas moins des caractéristiques spécifiques, liées à sa géographie et au poids des hôpitaux psychiatriques. Cela éliminera le risque de généraliser et de lier un fait social à des secteurs géographiques spécifiques d'un territoire.

4 Les réseaux de services

En 1991, nous avons recensé 308 lieux d'hébergement en santé mentale, totalisant une capacité de 2 219 lits. Ces lieux d'hébergement se distribuent dans 152 secteurs (31,1 %) de recensement. En ce qui concerne les 5 secteurs de recensement représentent 17 % de l'ensemble des lieux de santé mentale. Le fait que ce réseau de services, malgré son importance numérique, soit absent de plus des deux tiers des secteurs de recensement indique une nette tendance à la concentration pour ce type de clientèle. Ainsi, à eux seuls, 7 secteurs occupent 19,2 % des lieux et comptent 31,4 % des lits. Cela dénote indéniablement une forte concentration dans des secteurs bien spécifiques.

Globalement, dans le champ de la déficience intellectuelle, nous trouvons 387 ressources d'hébergement dans 196 secteurs pour 1 404 lits. Par conséquent, 41 % des secteurs ont au moins une ressource en déficience intellectuelle. Ce réseau d'hébergement, quoique plus concentré dans certains secteurs, est relativement dispersé puisqu'aucun secteur ne dispose de plus de 50 lits pour ce type de clientèle. Cette situation est unique parmi les 5 réseaux d'hébergement examinés; de plus, ce réseau de services est le deuxième en importance pour ce qui est des lieux et de la population.

Le réseau des sans-abri se répartit dans 32 secteurs (6,5 %) et compte 42 ressources pour 1 506 lits. Dans 8 secteurs de plus de 50 lits, on recense 16 centres pour 1 071 lits. Cela en fait donc le réseau d'hébergement le plus concentré dans certaines zones géographiques, et ce même si aucun secteur de recensement ne contient plus de 5 ressources de ce type.

Quant au champ de transition carcérale, le réseau d'hébergement semble, à première vue, réparti assez équitablement dans les 18 secteurs de recensement ayant une telle ressource. Il y a presque une équivalence entre le nombre de secteurs et le nombre de ressources (21), pour un total de 559 lits.

Le dispositif de services d'hébergement en toxicomanie, sur le territoire de la CUM, comprend 23 lieux pour un total de 446 lits, et ce dans 20 secteurs. L'on remarque ici une forte inégalité dans la distribution de ce type de ressources dans les

4,1 % de secteurs de recensement qui ont une telle ressource. En effet, 9 des 20 secteurs possèdent 351 (79 %) des 446 lits de ce réseau de services.

5 La configuration socio-spatiale de la ghettoïsation

Nous décrirons d'abord quantitativement les secteurs de recensement où se trouvent les ressources et les lits afin de dégager les concentrations, s'il y a lieu. Par la suite, la distribution des ressources sera décrite et analysée en fonction de la répartition de celles-ci dans les 29 municipalités composant la CUM. L'indice de statut socio-économique de Mayer-Renaud et Renaud nous permettra alors de qualifier les zones d'après deux caractéristiques, soit la concentration ou l'absence de ressources. Finalement, nous porterons une attention particulière à la ghettoïsation montréalaise par un découpage territorial spécifique à la ville de Montréal: les arrondissements et leurs quartiers de planification.

Des statistiques troublantes

L'analyse des données recueillies, par secteur de recensement, confirme la présence d'un processus de ghettoïsation de populations marginalisées sur le territoire de la CUM. Ainsi, globalement, 27 (5,5 %) secteurs de recensement ayant plus de 50 lits regroupent 45,5 % des 6 451 lits du territoire d'analyse; 5 de ces secteurs renferment 1 119 lits pour 17,1 % de l'ensemble des lits. Ces mêmes 27 secteurs possèdent 22,6 % des 842 lieux d'hébergement de la population marginalisée recensée. Des 488 secteurs de recensement qui quadrillent l'île de Montréal, 188 (38,5 %) sont dépourvus de ressources sur leur territoire (voir carte page suivante).

La répartition des ressources d'hébergement dans les 29 municipalités membres de la CUM illustre la concentration de ces populations dans certains territoires municipaux, et plus particulièrement Montréal. Montréal accueille 58,2 % de la population de l'île, mais compte 72,1 % des 842 lieux d'hébergement et 80 % des lits. 24 des 27 secteurs ayant plus de 50 lits sont situés sur le territoire montréalais pour un total de 2 667 lits (soit 34,6 % de l'ensemble des lits sur le territoire de la CUM). Les 3 autres secteurs de plus de 50 lits sont localisés dans les municipalités de Montréal-Est (130 lits), Pointe-Claire (81 lits) et Sainte-Geneviève (76 lits).

Nombre de lits par municipalité
sur la base des secteurs de recensement de 1986.

Située entre les quartiers montréalais de Pointe-aux-Trembles et d'Hochelaga-Maisonneuve, la municipalité de Montréal-Est est au cœur de l'un des ghettos de populations marginalisées de la CUM, celui de l'est de l'île. Cette municipalité compte donc en proportion sur son territoire 6 fois plus de lieux et 10 fois plus de lits que son pourcentage en population au sein de la communauté urbaine.

Six municipalités n'ont aucune ressource: l'île Dorval, Saint-Raphaël-de-l'île-Bizard, Hampstead, Mont-Royal, Senneville et Kirkland. Selon l'indice de statut socio-économique, ces municipalités, sauf pour l'île Dorval où l'information n'est pas disponible, sont de niveau haut ou moyen-haut, des «zones homogènes²⁴».

Montréal occupe ainsi une position disproportionnée, malgré son importante population, avec presque trois quarts des lieux et quatre cinquièmes des lits, dont la quasi-totalité des ressources dans les champs de l'itinérance, de la transition carcérale et de la toxicomanie.

On recense des ressources dans les zones ouest et sud-ouest de la CUM, mais nettement en deçà de leur représentation dans l'ensemble de la population, particulièrement pour l'ouest. Quant à l'est, le nombre de ressources dont dispose cette zone, supérieur à sa représentation en population, révèle l'axe de développement majeur de la ghettoïsation des populations desservies. Il existe donc ici une différence fondamentale avec les autres agglomérations nord-américaines où le centre-ville constitue la zone de prédilection pour les ressources.

Cet axe de développement sera confirmé par la distribution des ressources d'hébergement dans Montréal même. La sur-représentation de ressources dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles et, de façon plus spécifique, dans le quartier Pointe-aux-Trembles, à l'extrême est de l'île, le corrobore, tout comme les nombreuses ressources de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. Cet axe de concentration n'est cependant pas exclusif et en cela, nous rejoignons d'autres recherches. Ainsi, le centre-ville de Montréal et l'arrondissement Sud-Ouest comportent également une importante concentration de populations marginalisées. La situation dans le centre-ville est cependant beaucoup plus publicisée, surtout depuis l'épisode de Derniers Recours Montréal (voir carte page suivante).

²⁴ M. Mayer-Renaud et J. Renaud, ouvrage cité.

Nombre de lieux par municipalité
sur la base des secteurs de recensement de 1986.

Carte préparée par Richard Toussaint - 12 Septembre 1993

5 La spécificité montréalaise

Où résident les différents types de clientèles? Malgré la concentration de ressources dans une vingtaine de secteurs, l'analyse montre des différences entre les réseaux de services. Ainsi, la clientèle du champ de la déficience intellectuelle est nettement plus dispersée que la clientèle utilisant les ressources en santé mentale, mais la palme de la concentration revient au réseau des personnes seules et itinérantes, majoritairement regroupées dans deux arrondissements, Ville-Marie et Sud-Ouest. De fait, 76 % de l'ensemble des lits pour les sans-abri sont situés dans les 27 secteurs ayant plus de 50 lits. À titre comparatif, le pourcentage est de 61 % pour le réseau de la toxicomanie, de 50 % pour la transition carcérale, de 40,5 % en santé mentale et de 14,5 % pour la déficience intellectuelle.

Le quartier Pointe-aux-Trembles se classe au premier rang en ce qui a trait aux ressources de santé mentale. Cela prouve à quel point l'espace de l'est de l'île a été structuré par ses 3 hôpitaux psychiatriques; plus spécifiquement par l'hôpital Louis-H.-Lafontaine. Celui-ci, avec ses 15 pavillons et ses 24 familles d'accueil dans Pointe-aux-Trembles, nous est apparu comme étant un pôle institutionnel majeur. De plus, les données sur les proximités immédiates de l'hôpital révèlent à quel point cet établissement représente un espace d'attraction. L'importance de la zone est découlée aussi du fait que le deuxième réseau de services, celui de la déficience, est également en force dans l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. Ce dernier, tant sur le plan des ressources que sur le plan des lits, occupe la première place au chapitre des arrondissements.

Quelles sont les caractéristiques des endroits où sont concentrées et d'où sont exclues les ressources d'hébergement? De façon générale, en ce qui a trait à l'origine ethnique, il apparaît que les ressources sont généralement situées dans des arrondissements ou quartiers où la population est d'origine française, plus spécifiquement dans Pointe-aux-Trembles, Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et le Sud-Ouest. Quant à la situation socio-économique, 42,2 % des 27 secteurs de recensement de plus de 50 lits, représentant 43,7 % de l'ensemble de ces lits, sont situés en milieux défavorisés. Globalement, les zones de niveau socio-économique moyen comptent le plus grand nombre de lits (38,5 %), suivies des zones de milieux défavorisés (33,5 %). Ainsi, en santé mentale, l'implantation des ressources dans la zone de statut moyen ressort nettement avec 41,6 % de l'ensemble. Cela tient probablement à l'importance du quartier Pointe-aux-Trembles pour ce réseau de services.

Du côté du champ de la déficience intellectuelle, 37,8 % des ressources sont localisées dans la zone de niveau moyen. Les ressources d'hébergement pour les personnes déficientes intellectuelles ne sont généralement pas implantées dans des zones urbaines surpeuplées et socio-économiquement défavorisées, contrairement à la situation qui prévaut dans d'autres champs d'intervention. Ainsi, aux États-Unis, les ressources de santé mentale sont situées dans les centres-villes deux fois plus fréquemment que celles de la déficience intellectuelle. Toutefois, l'exemple

d'Hamilton contredit cette tendance puisque l'ensemble des ressources d'hébergement est circonscrit à des zones défavorisées du centre-ville.

En regard des recherches antérieures, démontrant un quasi-parallèle entre la localisation de ressources pour les populations marginalisées et un milieu défavorisé environnant, notre analyse semble indiquer la nécessité de nuancer cette affirmation. La localisation des deux tiers des ressources en transition carcérale dans des zones défavorisées, dont 4 à Pointe-Saint-Charles, un quartier fortement défavorisé, va cependant dans le sens des conclusions auxquelles aboutissent d'autres travaux²⁵. La situation est la même pour le réseau des sans-abri, avec une proportion équivalente en milieu défavorisé. Le réseau de la toxicomanie semble différent avec seulement 33,2% des ressources dans des milieux de niveau bas et 36,8 % dans des milieux de niveau haut. Soulignons ici que plusieurs de ces ressources se trouvent dans le centre-ville. Le cas du quartier Jacques-Viger, dans le centre-ville, avec ses 164 lits et son niveau économique haut, constitue un exemple d'un espace socio-économique éclaté qui illustre les limites du concept de mixité sociale quand cela consiste simplement à faire se côtoyer des personnes d'univers sociaux très différents.

Quant aux municipalités où les ressources sont absentes, leur niveau socio-économique élevé leur confère un statut de zone homogène, confirmant la recension des écrits. Ces zones sont celles par excellence de l'exclusion; cependant, la distribution des ressources par quartier de planification infirme quelque peu cette affirmation. De fait, dans Pointe-aux-Trembles, on compte 199 lits dans deux secteurs de recensement qualifiés de moyen-haut, niveau peu fréquent dans l'est. De même, le caractère familial et résidentiel de ce quartier est à l'inverse de la tendance décrite dans les recherches.

Il faut dire que Pointe-aux-Trembles a une histoire presque aussi ancienne que celle de Montréal même. En effet, située à l'extrême est de l'île, la paroisse de Pointe-aux-Trembles est la plus ancienne de l'île à l'extérieur du fort de Ville-Marie. Ce territoire, malgré sa situation périphérique, s'inscrit ainsi d'emblée dans l'histoire du développement de l'île, de par les axes de transport routier est-ouest.

L'arrondissement du Bout-de-l'île a aussi un lien de longue date avec les institutions de santé et services sociaux ou de justice puisque l'institut Louis-Philippe-Pinel, l'hôpital psychiatrique Rivière-des-Prairies et les centres de rééducation Berthelet et Mont-Saint-Antoine s'y trouvent. Dans son *Histoire de la folie dans la communauté*, Dorvil²⁶ a souligné la particularité de ce bout de l'île qui a été un lieu de prédilection pour l'implantation de ressources psychiatriques. En 1975, la municipalité de Pointe-aux-Trembles reconnaissait officiellement 22

²⁵ M. B. Goldstein, W. J. Goodrich et C. H. Brown, «Where the Group Homes Are Found», *Service Social Review*, vol. 72, no 1, 1987, p. 55-56.

²⁶ H. Dorvil, *Histoire de la folie dans la communauté 1962-1987*, Montréal, Les Éditions Émile-Nelligan, 1988.

foyers affiliés à Saint-Jean-de-Dieu (aujourd'hui Louis-H.-Lafontaine) et hébergeant 340 personnes; elle menaçait alors de faire fermer ceux qu'elle ne reconnaissait pas.

Nous pouvons ainsi observer une forte inégalité quant à la répartition des ressources d'hébergement entre les quartiers de planification de l'arrondissement puisque la quasi-totalité des 88 lieux (77,3 %) et des 751 lits (88,7 %) est située dans le quartier de Pointe-aux-Trembles. Celui-ci se classe donc au premier rang des quartiers par rapport au nombre de lits, dont la majeure partie en santé mentale, mais l'ensemble des réseaux y est également représenté. On note aussi dans ce quartier une distribution très inégale des ressources d'hébergement puisque 5 des 11 secteurs de recensement ont plus de 50 lits, totalisant 631 (94,7 %) des 666 lits. Seuls 116 lits sont situés dans un secteur défavorisé, 316 sont dans un secteur à indice moyen et 199 sont dans un secteur de niveau moyen-haut. Tous se trouvent entre la rue Sherbrooke et le fleuve Saint-Laurent. Le réseau de la santé mentale est évidemment sur-représenté avec 504 lits; la déficience intellectuelle dispose de 60 lits, la transition carcérale, de 6 lits et le réseau de la toxicomanie, de 29 lits.

La tendance à la concentration de populations marginalisées dans cet arrondissement ne fera que s'accroître puisque le gouvernement provincial a décidé, en 1992, d'y transférer en 1994 le Centre de détention de Montréal, présentement situé sur la rue Parthenais. Ce nouvel établissement sera érigé dans le quartier Rivière-des-Prairies, tout à côté de l'institut Pinel, dans un secteur isolé de toute demeure résidentielle. Sur le plan socio-spatial, le commentaire de Vieillard-Baron nous apparaît de ce fait des plus pertinents: «La marginalité de l'espace se reporte naturellement sur les hommes²⁷.»

En ce qui a trait à la structuration de l'espace par les hôpitaux psychiatriques, nous estimons qu'une telle situation est patente dans l'est, en raison de l'implantation de 3 hôpitaux psychiatriques dans cette partie de l'île. Dans le sud-ouest, l'hôpital Douglas ne semble pas avoir constitué un tel pôle puisqu'il n'y a rien de comparable avec la partie est de l'île, au regard des ressources d'hébergement.

Conclusion

Malgré un consensus sur la nécessité d'éviter la concentration de populations marginalisées, une telle mise à l'écart durable est bel et bien pratiquée envers celles-ci sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal. Cette configuration des clivages spatiaux montre la pertinence d'analyser l'organisation de l'espace comme un produit social majeur. L'usage du bâti, l'utilisation des sols constituent un reflet spatial de cette configuration. La distribution inégale de ces ressources d'hébergement illustre l'importance de tenir compte de leur localisation

²⁷ H. Vieillard-Baron, «Le ghetto, un lieu commun, impropre et banal», *Les Annales de la recherche urbaine*, no 49, 1990, p. 13-22.

dans l'élaboration de politiques sociales, puisque l'existence de secteurs marginalisés va à l'encontre des efforts d'intégration sociale.

Le quartier Pointe-aux-Trembles, en tant que territoire de la marginalité sociale, est doublement intéressant puisque non seulement il illustre ce point, mais il constitue aussi un exemple d'un processus de ségrégation exposé puis ignoré, malgré les principes de normalisation officiellement mis de l'avant. Ainsi, Dorvil a souligné que:

[à] Pointe-aux-Trembles, l'on retrouve cette préoccupation du seuil à ne pas dépasser dans la presque totalité des correspondances échangées entre différents maires et le MAS et le Ministère des affaires municipales, et ce depuis 1964²⁸.

Ce seuil de tolérance, théorisé par la sociologie américaine, avait également inspiré la politique du logement social en France puisque les «catégories particulières» ne pouvaient occuper plus de 15 % des logements dans les cités de transit et de promotion sociale. Ce seuil n'a pas empêché ces cités de devenir «[...] pour une large part des lieux maudits²⁹».

Cette réalité montre les limites de la théorie du seuil critique. Il ne suffit pas d'avoir une telle préoccupation pour casser un processus de ségrégation et d'exclusion. Les territoires de la marginalité sociale peuvent se former indépendamment d'une telle directive ou d'une politique de décentralisation des services pour les personnes psychiatisées. Afin d'éviter une telle situation, n'y aurait-il pas lieu d'inventer de nouvelles formes de démocratie locale?

La gestion de l'espace de la CUM, si l'on veut vraiment que les clivages spatiaux et sociaux cessent de se multiplier, nécessite une prise en compte de l'interdépendance des problèmes dans une optique d'équité sociale. Malheureusement, l'élaboration du premier Plan d'urbanisme de la ville de Montréal, qui aurait pu être une occasion magnifique d'insérer la problématique analysée, a été une occasion manquée. Le territoire de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, comme on l'a souligné, contient plus de lieux d'hébergement et de lits que les autres arrondissements. Il ne faut pas alors se surprendre que cette réalité ait été discutée, mais selon une perspective de désinstitutionnalisation, lors de l'élaboration du Plan d'aménagement de ce territoire. Il s'agit de la seule référence, même indirecte, à notre problématique dans l'ensemble du Plan d'urbanisme de la ville de Montréal, en ce qui a trait à l'élaboration des plans d'aménagement dans les différents arrondissements.

²⁸ H. Dorvil, «L'accueil différentiel de la communauté à l'égard du malade mental», *Santé mentale au Québec*, vol. XIII, no 1, juin 1988, p. 105-118.

²⁹ J. F. Laé et N. Murard, *L'argent des pauvres, la vie quotidienne en cité de transit*, Paris, Seuil, 1985, p. 160.

Nous estimons que l'article 358 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux sera nettement insuffisant pour pallier la situation que nous venons de décrire et d'analyser. Ainsi, comme l'article 358 ne se réfère qu'aux structures intermédiaires et aux résidences familiales, on ne pourrait pas associer le centre-ville de Montréal à un processus de ghettoïsation puisque la Régie régionale n'a pas à tenir compte du nombre de ressources communautaires pour mesurer la capacité d'accueil de la population! L'importance de la problématique et l'interdépendance de tous les aspects de celle-ci nécessitent une approche nouvelle. D'autant plus que la ghettoïsation, résultat paradoxal de la décentralisation des services, témoigne des logiques de division et de ségrégation du sol et des populations.

De tous temps, les populations marginalisées ont été tenues physiquement à l'écart de certains territoires. Il existe donc des clivages structurels au sein de la société qui se reproduisent territorialement. Ce débat théorique fondamental sur le processus de différenciation résidentielle est étayé, en partie, par notre recherche.

La démonstration du processus de ghettoïsation des populations étudiées, processus que la grande concentration de lieux d'hébergement en certains secteurs de recensement du territoire de la CUM met en évidence, non seulement révèle la pertinence de la nécessité de tenir compte de la dimension socio-spatiale dans la planification et la distribution des services, mais encore apporte une contribution au débat sur la distribution spatiale des classes sociales. Bien que géographiquement tenus à distance ou concentrés en des secteurs précis, les lieux d'hébergement des populations marginalisées sur le territoire de la CUM ne sont toutefois pas toujours implantés dans des milieux défavorisés.

Le territoire de la CUM apparaît ainsi dans toute son originalité au regard des problèmes soulevés. D'un côté, la reproduction de l'exclusion territoriale des populations marginalisées s'inscrit dans la tendance que la recension des écrits a permis de dégager. D'un autre côté, la mixité territoriale de populations marginalisées et de classes sociales favorisées, la situation qui prévaut sur le territoire de la CUM, se détache nettement de cette tendance.

La dimension socio-spatiale nous apparaît comme une voie d'analyse prometteuse, mais qui, comme toute perspective, ne peut contenir l'ensemble d'une démarche théorique et pratique. Aussi, nous nous démarquons des solutions reliées uniquement à la dimension socio-spatiale, comme celles qui mettent l'accent sur une planification et une gestion de l'espace urbain. Résultat complexe d'un ensemble de facteurs, l'importance de l'espace social, lors de la planification de services, permet cependant d'imaginer des solutions aux problèmes sociaux de façon non technicienne. Il ne faut pas pour autant idéaliser le palier local qui est devenu un véritable portemanteau idéologique, de la politique de santé mentale aux conseils de quartier du RCM, en passant par le secteur psychiatrique. D'autres rapports collectifs à l'espace sont possibles.

Ainsi, une réflexion sur l'habitat des personnes marginalisées exige que ces dernières soient intégrées dans le processus de solution à la mise à l'écart qu'elles subissent. S'interroger sur l'habitat de ces personnes implique d'abord l'appréhension de leurs espaces de vie, à partir de leurs perceptions.

Notre réflexion s'inscrit donc dans le courant de la recherche qui favorise la reconnaissance des populations marginalisées comme agents sociaux. De cette façon, le processus de ghettoïsation et de marginalisation est dénoncé et des solutions sont envisagées par ceux qui le subissent.

Paul MORIN

Collectif de défense des droits de la Montérégie et
École de travail social,
Université de Montréal

Résumé

Cette recherche a comme principal objectif théorique d'établir le rôle structurant de la dimension socio-spatiale dans l'organisation et la distribution des services aux populations marginalisées. De façon empirique, elle s'est concrétisée par la recension des ressources d'hébergement pour cinq types de clientèles sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal: les personnes psychiatriquées, les personnes déficientes intellectuelles, les personnes ex-détenues, les personnes sans-abri et les personnes toxicomanes. L'analyse des données recueillies, par secteur de recensement, a confirmé la présence d'un processus de ghettoïsation de populations marginalisées. Ainsi, globalement, 5,5 % des secteurs de recensement totalisent 45,5 % des 6 451 lits du territoire d'analyse.

Mots-clés: populations marginalisées, hébergement, socio-spatialité, services, territorialité, marginalité.

Summary

The main theoretical objective of this research is to establish the structuring role of the socio-spatial dimension in the organization and distribution of services to marginalized populations. Empirically, this involved taking an inventory of housing resources for five types of clientele within the Montreal Urban Community: psychiatric patients, the mentally deficient, ex-prisoners, the homeless, and drug addicts. By sector of inventory, the analysis of the data confirmed the presence of a process of ghettoization of marginalized populations. Globally, 5.5% of the sectors inventoried account for 45.5% of the 6,451 beds in the territory analyzed.

Key-words: populations, marginalized, housing, socio-spaciality, services, territoriality, marginality.

Resumen

Esta investigación tiene como principal objetivo teórico establecer el rol estructurante de la dimensión socio-espacial en la organización y distribución de los servicios a las poblaciones marginales. De manera empírica, esto se ha concretado a través de la identificación de los recursos de alojamiento para cinco tipos de clientela en el territorio de la Comunidad Urbana de Montreal: las personas con problemas psiquiátricos, los deficientes intelectuales, los ex-detenidos, los itinerantes y los toxicómanos. El análisis de los datos obtenidos por sector ha confirmado la presencia de un proceso de concentración geográfica de poblaciones marginales. Globalmente, 5.5% de los sectores censados totalizan 45.5% de las 6,451 camas del territorio analizado.

Palabras claves: poblaciones marginalizadas, alojamiento, socio-espacialidad, servicios, territorialidad, marginalidad.